



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attractivité économique de la France

Question au Gouvernement n° 2011

Texte de la question

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à Mme Mireille Clapot.

Mme Mireille Clapot. Madame la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, ma question porte sur l'attractivité économique de la France. J'y associe mes collègues de la commission des affaires étrangères.

Selon le baromètre d'Ernst & Young France – EY France –, paru aujourd'hui, notre pays s'impose comme la première destination européenne pour les investissements dans l'industrie et la recherche et développement. (*M. Laurent Saint-Martin applaudit.*) En effet, tous secteurs confondus, ce cabinet recense plus de 1 000 projets d'investissements internationaux en France, ce qui permet à notre pays de talonner le Royaume-Uni, et même de passer devant l'Allemagne.

Ce succès intervient dans un contexte de baisse du nombre de projets d'investissements étrangers sur le Vieux continent. Ainsi, en recherche et développement, la France se hisse à la première place en 2018 avec une centaine de centres innovants accueillis, dépassant les résultats cumulés du Royaume-Uni et de l'Allemagne. De même, l'industrie, dont on dit qu'elle perd de sa superbe, est très dynamique puisque les projets sont en forte hausse et que, comme je le vois sur mon territoire drômois, le nombre d'emplois industriels créés en France a connu un rebond en 2017 et 2018.

M. Pierre Cordier. En 2018, ça chute ! Vous dites n'importe quoi !

Mme Mireille Clapot. Évoquer ces bons chiffres ne revient à minimiser ni les difficultés de certains sites, ni la situation de nos compatriotes qui vivent actuellement dans l'incertitude. Pour autant, il faut aussi se réjouir de résultats positifs pour notre économie dans son ensemble.

Cette étude conforte donc, bel et bien, les signaux d'un réveil industriel dans l'Hexagone. Ce réveil est dû à la détermination du Président de la République et du Gouvernement pour mener une politique économique en faveur de l'entrepreneuriat, de l'investissement et de l'innovation. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. En augmentant les impôts !

Mme Mireille Clapot. Madame la secrétaire d'État, pourriez-vous nous indiquer comment le Gouvernement entend poursuivre ses efforts pour attirer toujours davantage d'investissements dans notre pays afin qu'il demeure dans le Top 5 des plus attractifs au monde ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

– *Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

M. Michel Herbillon. Ma parole, elle va remplacer Bruno Le maire !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, vous avez raison de souligner les bons résultats de notre économie que souligne EY. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Et la dette ?

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État. Ils succèdent à ceux annoncés par A.T. Kearney, il y a deux semaines, qui plaçaient la France à la cinquième position mondiale des pays les plus attractifs économiquement – ce qui nous fait gagner deux places par rapport à l'année précédente. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Fabien Di Filippo. Merci Hollande !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État. Oui, en 2018, nous sommes le deuxième pays le plus attractif, devant l'Allemagne, avec plus de 1 000 projets d'investissement, alors que l'Allemagne et le Royaume-Uni reculent. Oui, nous sommes la première destination des investissements industriels en hausse.

Mme Sylvie Tolmont. Décidément, tout va bien !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État. Oui, nous accueillons aujourd'hui plus de projets de R&D que l'Allemagne et le Royaume-Uni réunis. Les faits sont têtus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Cette réussite n'est pas le fruit du hasard ; c'est le fruit des réformes qui ont été menées par le Gouvernement (*Exclamations continues sur les bancs du groupe LR*) en faveur de la compétitivité. Elles trouvent aujourd'hui leur traduction dans ces bons résultats. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Je pense à la transformation du CICE – crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – en allègements de cotisations, à la réforme de la taxation du capital pour permettre plus d'investissements dans les entreprises ou aux ordonnances travail pour la réforme du marché du travail. Je veux signaler que l'étude d'EY indique que l'un des obstacles à l'attractivité française résidait dans des problèmes de flexibilité du marché du travail. Je pense encore à l'investissement massif dans les compétences.

M. Hubert Wulfranc. Et les salaires en baisse ?

Mme Émilie Bonnivard. Et les 3 % de déficit ?

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État. L'OCDE évalue à 3,2 % la croissance structurelle de PIB permise grâce à ces réformes. Nous les poursuivrons donc, nous nous y sommes engagés, avec tous ceux qui veulent nous soutenir, comme les parlementaires parmi lesquels Mme Clapot, qui évoque l'attractivité du territoire ou Mme Marie Lebec.

Dans le cadre du pacte productif pour 2025, nous traiterons ces sujets, y compris la facilitation des formalités administratives puisqu'il s'agit de l'un des points considéré par EY comme un obstacle à notre attractivité...

M. le président. Merci de conclure, madame la secrétaire d'État !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *secrétaire d'État* . Nous venons de confier une mission sur ce sujet à votre collègue, M. Guillaume Kasbarian... (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Mireille Clapot](#)

Circonscription : Drôme (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2011

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 juin 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 juin 2019](#)